

# À propos de l'effondrement catholique et de quelques autres croyances



Étrange, exotique. La France d'avant 1965 en aurait bien l'air pour ceux qui ne l'ont pas connue et, en particulier, pour ceux nés au XXI<sup>e</sup> siècle. C'est notamment le cas si l'on observe le rapport qu'y entretenait la population avec la religion, plus exactement avec cette religion alors dominante, mais aujourd'hui fort méconnue : le catholicisme. L'année 1965 n'est pas choisie au hasard, c'est un moment charnière dans bien des domaines pour la société française – historiens et chercheurs en conviennent – ; elle est aussi associée à l'un des événements majeurs de l'histoire de l'Église ainsi qu'au début d'un brutal décrochage de la pratique religieuse en Europe de l'Ouest. Comment s'explique ce phénomène et pourquoi a-t-il été si profond dans ce pays, la France, autrefois désigné comme Fille aînée de l'Église ? Et qu'en est-il en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, qui semble quant à lui marqué par un retour du religieux ?

# Première partie /

## En finir avec la religion ?

*« La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit »*

Karl, 1843

*« Il n'y a plus ni Juif ni Grec, ni esclave ni homme libre, ni homme ni femme... »*

Paul, entre 47 et 52

### La France « d'avant »<sup>1</sup>

À l'aube des années 1960, la possibilité d'un déclin de la croyance et de la pratique religieuse est tout bonnement impensable ; c'est au contraire un climat d'optimisme qui prévaut : les chiffres de la décennie précédente sont excellents, tout comme les perspectives de développement de l'Église de France. En témoigne un vaste plan de construction d'édifices religieux devant bénéficier à l'ensemble du pays, et notamment à ces nouveaux quartiers où s'alignent des immeubles flambant neufs disposant de tout le confort moderne et qui sont destinés aux nouveaux citoyens issus de l'exode rural et aux migrants de l'époque, en particulier les rapatriés d'Algérie<sup>2</sup>.

Dans l'après-Seconde Guerre mondiale, la situation religieuse de la France n'est en fait guère différente de celle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où, malgré des disparités géographiques, 98 % des habitants se déclarent catholiques. La pratique religieuse rythme alors, sinon la vie de la société, du moins celle de quasiment tous les individus, de toutes les familles. Ce sont alors jusqu'à 94 % des nouveau-nés qui reçoivent le baptême, 80 % des enfants qui font leur communion solennelle, au moins 60 % des adultes qui font maigre le vendredi, 30 % qui font leurs Pâques, 25 % qui respectent la pratique dominicale, etc. Mais, aujourd'hui, qui comprend l'ensemble de ces termes ? Tout a changé. Moins de 30 % des enfants sont baptisés, et moins de 2 % des Français assistent à la messe du dimanche<sup>3</sup>. Si un catholicisme

---

1 Pour cette première partie, nous nous sommes principalement appuyé sur l'ouvrage de Guillaume Cuchet *Comment notre monde a cessé d'être chrétien, anatomie d'un effondrement*, publié en 2019 ; cet article devait initialement en être une recension, avant de déborder quelque peu. Les chiffres entre parenthèses suivant certaines citations renvoient aux pages de l'édition de poche de 2020 (« Points », Seuil). Il s'agit d'un livre particulièrement intelligent et d'une grande qualité du point de vue du travail d'historien. Tout en modestie, l'auteur y propose des pistes de réflexion, aborde divers scénarios, l'historiographie de la question, et ses propres thèses (ainsi que les objections et contradictions qu'elles soulèvent), qui sont donc davantage des contributions à un débat qu'une litanie de plates affirmations.

Cet article a presque entièrement été écrit en janvier 2021 et n'a depuis subi que des retouches mineures.

2 On aura reconnu les « quartiers » ou « cités » délabrés que nous connaissons aujourd'hui et où, parfois, on repère une église à l'architecture fréquemment *vintage* plus ou moins désaffectée.

3 Guillaume Cuchet, *op. cit.*, p. 17. Les résultats des enquêtes et des sondages sur la fréquentation hebdomadaire des églises concordent. Un sondage Ifop de 2009 évoque 4,5 % des Français ; un sondage Ipsos de 2017, 1,8 %. Jérôme Fourquet parle lui de 6 % de baptisés en 2012. Cf. Jérôme Fourquet, *À la droite de Dieu. Le réveil identitaire des catholiques*, Cerf, 2018, p. 23-24.

« culturel » persiste – beaucoup continuent par exemple de se marier à l'église –, il recule lui aussi et n'est plus lié à une croyance religieuse.

Il convient avant d'aller plus loin de se demander comment on définit un catholique (l'autoqualification n'étant pas d'une grande précision). L'une des spécificités originelles du christianisme, qui le différencie du judaïsme et de l'islam, est que l'esprit y domine sur la lettre (ce n'est pas une orthopraxie). Mais s'il s'agit donc moins de respecter un ensemble de rites que d'adhérer à des valeurs et à des croyances, quelques pratiques comme la présence à la messe du dimanche et la communion, tout particulièrement celle de Pâques, sont toutefois fondamentales<sup>4</sup>. Il nous semble quant à nous assez logique d'utiliser le terme de *catholiques* pour désigner les personnes qui, tout en se revendiquant de cette religion, en ont une pratique minimale (dominicale et pascale) et croient en ses dogmes fondateurs (la naissance virginale de Jésus-Christ, le fait qu'il soit le fils de Dieu, sa résurrection, etc.), c'est-à-dire ces croyants et pratiquants qui représentent aujourd'hui moins de 2 % des Français. Cette précision faite, retournons dans les années 1960 pour essayer de comprendre comment, en cinquante ans, on arrive à un tel niveau de déchristianisation<sup>5</sup>.

## Le détonateur

Paradoxalement, c'est un événement censé donner un nouvel élan à l'Église qui va *déclencher* sa crise. Annoncé en 1959 par Jean XXIII, nouveau pape réputé conservateur, le concile Vatican II doit rassembler l'ensemble des évêques, et des supérieurs d'ordres religieux masculins de la planète ; avec 2 908 votants, ce vingt et unième concile de l'histoire de l'Église est le plus grand jamais organisé – le précédent avait eu lieu en 1870. S'ouvrant en octobre 1962, il prend vite une tournure inattendue. L'administration vaticane, traditionaliste, avait prévu un ordre du jour très cadenassé, et les résultats des délibérations semblaient courus d'avance. Pourtant, ô surprise ! l'assemblée s'émancipe et établit elle-même son ordre du jour... : rien moins que l'adaptation de l'Église au monde moderne, en conformité avec les « *aspirations des milieux avancés du catholicisme occidental, et même plus précisément ouest-européen* » (145). Ce concile, qui va bouleverser le visage du catholicisme, se clôt en décembre 1965 ; les textes adoptés au fil des séances sont aussitôt mis en application, mais c'est surtout un nouvel esprit qui désormais se répand.

Les modifications décidées concernent autant la forme que le fond (ici étroitement liés). Tout d'abord, et c'est ce qui frappe le plus les croyants, la liturgie (l'ensemble des règles fixant le déroulement du culte) est chamboulée : abandon du latin, tutoiement de Dieu, prêtre faisant face aux fidèles, fin des chants grégoriens, etc. Les curés perdent leur soutane, et les rituels élaborés au fil des siècles sont dépouillés de toute leur majesté, contribuant ainsi à une forme de désenchantement : « *Sans le latin, sans le latin, la messe nous emmerde. À la fête liturgique, plus de grand' pompe soudain. Sans le latin, sans le latin, plus de*

4 La fête de Pâques célèbre la résurrection du Christ après sa crucifixion ; il s'agit de la fête la plus importante du christianisme. Elle est précédée dans le catholicisme d'une période de quarante jours de jeûne et d'abstinence, le carême, elle-même précédée du carnaval. Faire ses Pâques, c'est-à-dire se confesser et communier (recevoir et consommer une hostie censée être le corps du Christ) à cette occasion, est obligatoire pour les catholiques depuis le concile de Latran, en 1215.

5 Le concept de « déchristianisation » (ou de sécularisation) et les questions qu'il soulève – par exemple : à quelle époque la France a-t-elle été pleinement chrétienne ? – sont évoqués par Guillaume Cuchet, *op. cit.*, notamment p. 31-35. Nous conservons ce terme par commodité, bien que celui de « décatholicisation » soit sans doute bien plus précis, comme nous le verrons plus loin.

*mystère magique. Le rite qui nous envoûte, s'avère alors anodin* », témoigne un célèbre poète.

Les réformes se poursuivent après le concile et visent toujours, pour l'administration vaticane, à simplifier et « clarifier » le discours de l'Église et à se débarrasser de rituels désormais perçus comme désuets pour retourner aux fondamentaux et, en premier lieu, à la centralité de la foi.

Car ce qui est perdu en solennité doit théoriquement être compensé par davantage de sincérité. Il s'agit, au-delà du conformisme social, de favoriser une pratique plus consciente des croyants ; et, par exemple, l'accès à des sacrements tels que le baptême ou le mariage demande désormais aux candidats davantage de préparation et d'investissement personnel... Au-delà des réformes liturgiques, c'est la fin de *l'obligation* de recevoir le sacrement et d'assister à la messe qui change la donne. Il en découle une sortie collective de la culture de la pratique obligatoire sous peine de péché mortel, une « *dépénalisation tout à fait nouvelle au sein du catholicisme de l'abstention religieuse* » (236). Les commandements de l'Église, centraux jusqu'alors, s'en trouvent remis en question : sanctification des dimanches et des fêtes, pratiques dominicale et pascale, confession annuelle, respect des règles alimentaires du jeûne et de l'abstinence (surtout le vendredi), etc<sup>6</sup>. Il n'est maintenant plus question d'appâter les fidèles par la quête du salut (le paradis) ou de les intimider par la crainte du péché. Le Diable, l'enfer et les démons, qui avaient déjà tendance à se faire discrets, disparaissent désormais des prédications, tout comme, progressivement, le purgatoire, le péché originel, le péché mortel ou le jugement dernier, au profit du concept de « Dieu Amour ». Dès lors, la pratique de la confession perd tout son sens et s'effondre – il est vrai que pour le catholique lambda elle est assez ardue – et se découple d'une communion qui, elle, se banalise. En 1952, 51 % des adultes catholiques déclarent se confesser au moins une fois par an, dont 15 % une fois par mois ; en 1974, ils ne sont plus que 29 % à se confesser une fois par an, et à peine 1 % au moins une fois par mois. Guillaume Cuchet juge particulièrement significatif – et colossal du point de vue anthropologique – cet abandon massif et brutal d'« *une pratique qui a profondément façonné les mentalités catholiques dans la longue durée, ainsi que les formes culturelles de la culpabilité individuelle et collective*<sup>7</sup> ». Ajoutons enfin à ce tableau la déclaration du pape *Dignitatis humanae*, qui, en décembre 1965, reconnaît le droit à la liberté religieuse (condamnée au XIX<sup>e</sup> siècle par plusieurs papes) et qui est interprétée par nombre de catholiques comme un encouragement à pratiquer une religion à la carte.

---

6 En janvier 1967, la suppression de l'obligation du maigre du vendredi entraîne une baisse de la consommation de poisson en France ; Guillaume Cuchet, *op. cit.*, p. 154.

7 Guillaume Cuchet, *op. cit.*, p. 221. Sur les débats liés au concept de culpabilité (la faute, la responsabilité, ses formes pathologiques), la psychologie et la psychanalyse, voir p. 262-266. Au fil des siècles, le christianisme a anthropologiquement façonné les modes de pensée ; on le perçoit aujourd'hui encore en Occident avec les débats qui agitent certains milieux politiques et universitaires à propos du sentiment de culpabilité, de la pénitence et de la quête du pardon.

Quant à ceux qui ne savent pas en quoi consiste le sacrement de la confession, nous leur conseillons par exemple le film *Léon Morin prêtre*, de Jean-Pierre Melville (1961).

## L'effondrement

Le fait central reste qu'après les mois de débats, de joutes et d'hésitations fortement médiatisés du concile, le discours de l'Église est radicalement remanié, et toute une série de « vérités » passe à la trappe, les décisions de papes précédents étant parfois même révisées. Les fidèles en déduisent donc, assez logiquement, que jusqu'alors l'institution était dans l'erreur... mais rien ne les assure qu'elle est aujourd'hui dans le vrai. Même les plus fervents croyants s'en trouvent déstabilisés. L'insatisfaction, le doute et les regrets s'installent alors, jusque chez les curés, dont certains se politisent (surtout à gauche) ou défroquent. Quant à la volonté d'ouverture aux autres religions et à tous les croyants « de bonne volonté », elle contribue surtout à relativiser la spécificité catholique et les bénéfices que sont censés en tirer les fidèles. Si certains prélats et religieux modernistes pensent que, en se débarrassant des dévotions populaires, des fidèles ruraux « primitifs » ayant « la foi du charbonnier » et de ceux uniquement soumis au conformisme social, l'Église va s'épurer et donc se renforcer, ils font, semble-t-il, un bien funeste calcul... L'hémorragie s'avère beaucoup plus grave que prévu.

C'est tout d'abord des jeunes, les baby-boomers, que vient la crise. Ces jeunes parmi lesquels, du fait du catéchisme, la pratique est si forte depuis des siècles et chez qui se recrutent les futurs croyants. Si les trois quarts l'abandonnent à l'âge adulte, cela suffit à renouveler la masse des fidèles. Pourtant, cette fois-ci, le décrochage est beaucoup plus massif. À la fin des années 1970, chez les 20-34 ans, la pratique dominicale est tombée à 24 %, contre 93 % en 1956 ! Un autre aspect de cette désaffection pour la religion est la crise croissante du recrutement des prêtres<sup>8</sup>. Les réformes de Vatican II expliquent-elles la catastrophe religieuse qui va suivre ? Ou est-ce le conservatisme aveugle qui prévalait jusqu'alors ? En fait, tout est déjà en place ; Vatican II n'est que l'événement qui *provoque* le basculement et rend soudainement envisageable le bousculement des anciennes normes. L'histoire nous montre que l'Église n'est pas la première institution à choisir le plus mauvais moment pour se réformer, à le faire trop lentement ou trop rapidement, à mécontenter tout le monde, conservateurs comme modernistes.

Vatican II s'inscrit en fait dans un processus de déchristianisation de la France (et de l'Europe) bien plus long et ancien. Le premier moment marquant, et d'ampleur, en est évidemment la Révolution française. Toutefois, des épisodes très intenses tels que la laïcisation sous la III<sup>e</sup> République (l'armée est envoyée contre les prêtres) ou la Première Guerre mondiale en renforcent le mouvement. Si le catholicisme connaît parfois des sursauts (comme après le concordat de 1801), ce n'est que provisoire et toujours dans le cadre de cette tendance baissière. Le milieu des années 1960 correspond à l'une de ces périodes d'accélération de la déchristianisation, et son ampleur ne peut être comparée qu'à celle de 1789. Si les événements de mai-juin 1968 contribuent probablement à l'effondrement – davantage les volets étudiant et culturel que l'ouvrier –, ils arrivent, on le voit, *après* la rupture. Il faut toutefois noter que bon nombre de chrétiens de gauche participent à la grève de mai-juin 1968 (en particulier au sein de la CFTC, de la CFDT et du PSU) et qu'une partie du clergé soutient le mouvement. Dans bien des domaines, Mai 68 n'est pourtant que le révélateur de tendances déjà à l'œuvre dans la société française (depuis la montée des grèves violentes jusqu'à la libération des

---

<sup>8</sup> En 1950, il y a en France environ 51 000 prêtres soit un pour 1 000 habitants ; c'est l'un des clergés les plus abondants du monde, avec près d'un millier d'ordinations par an. Ils sont aujourd'hui moins de 15 000 à officier (pour la plupart très âgés), et il n'y a eu en 2020 que 125 ordinations. Face à la pénurie, l'Église est obligée d'importer des travailleurs d'autres continents.

mœurs), qui s'expliquent en partie par l'évolution des rapports sociaux et économiques et les signes avant-coureurs de la crise capitaliste.

## **La religion... en tant que construction sociale**

Pour que l'impact de Vatican II soit si grand, il faut en effet que la période le permette. Il ne s'agit pas d'une affaire de prêches malhabiles ou trop peu vigoureux, qui provoqueraient la désertion des croyants. Guillaume Cuchet le met en lumière lorsqu'il s'attarde sur les étonnantes disparités régionales et locales qui existent dans la pratique religieuse et qui devraient intéresser ceux qui croient encore au concept de liberté, en particulier en ce qui concerne la liberté de croyance<sup>9</sup>. « *C'est un fait surprenant qu'une attitude qui engage si intimement, si profondément l'individu, se règle par bandes [de territoire] et que la réflexion personnelle ait si peu de part dans les adhésions ou les renoncements au catholicisme, à toute religion* » (45). Si de telles variations existent d'une commune ou d'une paroisse à l'autre, c'est que le recours à la religion est un phénomène éminemment social.

Nous avons vu plus haut que ce sont en premier lieu les jeunes qui, à partir du milieu des années 1960, réduisent leur pratique ; c'est un phénomène capital, tant il est vrai que « *la transmission ne va jamais de soi et que, pour n'importe quel système de valeurs et d'idées, la jeunesse est toujours un moment délicat à passer* » (160) – un phénomène assez difficile à expliquer, mais dans lequel les parents jouent évidemment un rôle. Ce qui devrait sauter aux yeux, c'est que cette génération grandit dans une société française en proie à des mutations sans précédent ; si elle conserve quelques souvenirs de « la France d'avant », tels des vestiges que recouvrent les flots de la modernisation, elle subit de plein fouet les effets économiques, sociaux, mais aussi culturels des dites Trente Glorieuses. Les baby-boomers sont par exemple généralement plus éduqués que leurs parents du fait d'une hausse générale du niveau scolaire qui s'explique par l'allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, en 1967, contre 14 ans auparavant, et par la démocratisation de l'enseignement supérieur. Le capitalisme a désormais besoin de travailleurs de plus en plus qualifiés, et notamment d'une masse croissante d'employés du tertiaire. Or, *le plus souvent*, hausse du niveau scolaire et religion ne font pas bon ménage<sup>10</sup>.

La France entre à cette époque de plain-pied dans la modernité : société de consommation, société du Spectacle, ou domination réelle du capital sur le travail et sur la société... quel que soit le vocabulaire utilisé pour la décrire, la réalité est faite de profondes modifications des rapports sociaux et des rapports de production. L'exode rural vide les campagnes, et l'urbanisation dévore. Si les villes ne se déchristianisent pas plus que les campagnes, le *passage* à la ville favorise le phénomène (en particulier du fait de la réduction du contrôle social jusqu'alors effectué par la famille et la communauté villageoise). Dans ce cadre, la crise que connaît alors l'Église est donc à la fois culturelle et spirituelle. Bernanos n'avait-il pas averti les catholiques en énonçant que l'on « *ne comprend absolument rien à la civilisation moderne si l'on n'admet pas d'abord qu'elle est une conspiration contre toute forme de vie intérieure* » (*La France contre les robots*, 1947) ? La

9 Il faut tout d'abord différencier la foi (qui vous prend et ne se transmet pas) de la croyance (dans laquelle on est élevé). Il n'y a évidemment pas à condamner ou critiquer une personne pour sa dévotion à tel ou tel dieu, pour sa conversion ou sa manière de vivre la religion, tant que ce n'est pas contraignant pour les autres. En revanche, le fait d'élever un enfant dans un cadre religieux, de lui apprendre dès le plus jeune âge ce qu'il doit croire, relève de l'endoctrinement, du bourrage de crâne et du contrôle social.

10 Malgré la multiplication des bacheliers et des diplômés du secondaire, on remarquera que cette hausse du niveau scolaire général n'est aujourd'hui plus du tout d'actualité, au contraire.

population accède à une forme de bonheur terrestre inconnu des âges antérieurs, « *la poursuite du bien-être et du bien-vivre, désormais à la portée du grand nombre et promue comme la principale finalité de l'existence personnelle et collective, a fini par ronger le domaine des "fins dernières", qu'elles soient religieuses ou séculières* » (288). Dès lors, comment « *survivre spirituellement à toute cette richesse* » (289)<sup>11</sup> ?

Blasés, les évêques français notent en 1966 : « *Le sens du péché subit comme une éclipse dans la conscience personnelle d'un grand nombre. D'une part, devant les contraintes croissantes de la vie professionnelle et sociale, certains capitulent ; notre morale leur paraît impossible à appliquer concrètement. D'autre part, sur quelques points, la législation et l'opinion favorisent un émoussement de la conscience (divorce, euthanasie, régulation des naissances). Enfin, la pression collective de la vie sociale ou, dans un autre domaine, le mauvais usage des thérapies psychanalytiques compromettent chez le sujet moral le sens de sa propre responsabilité* » (233).

## **Tout va trop vite**

Malgré les réformes de Vatican II, l'Église reste en décalage par rapport aux évolutions fulgurantes que connaît la France et que l'on qualifierait aujourd'hui de sociétales. C'est particulièrement le cas avec la question de la procréation : malgré le phénomène du baby-boom, la transition démographique est achevée en France depuis longtemps (les familles très nombreuses se raréfient), ce qui signifie que le recours à diverses formes de contraception s'est généralisé<sup>12</sup>. La légalisation de la pilule est, quant à elle, votée en 1967, après un travail de lobbying de chrétiens de gauche et grâce au soutien des députés de gauche à ceux de la droite moderniste. Les évolutions du capitalisme français, de la démographie et de la société rendent en effet nécessaire un nouveau type de contrôle de la reproduction de la force de travail, plus rationnel et plus moderne<sup>13</sup>.

Il en va de même du rapport hommes-femmes. Si l'on parlait autrefois de « *dimorphisme sexuel de la pratique religieuse* », la pratique culturelle des femmes, jusqu'alors plus forte, se rapproche de celle des hommes. La cause s'en trouve dans l'exode rural et la prolétarianisation de la population, dans le travail des femmes croissant à l'extérieur du foyer – jusqu'au mariage, les jeunes filles ne restent plus à la ferme pour aider, mais travaillent à l'usine, ce qui, mine de rien, est un profond changement –, dans les progrès de la mixité à l'école et dans la société, dans une vie sociale plus ouverte et dynamique (bien que *spectaculaire*), dans l'évolution des mœurs, dans la tolérance croissante à l'égard d'une sexualité préconjugale, dans le contrôle des naissances, dans l'octroi ou la conquête de nouveaux attributs juridiques pour les femmes (droit de vote, droit d'ouvrir un compte en banque, IVG en 1974, divorce par consentement mutuel en 1975, etc.), dans le cinéma, la

---

11 Il est de bon ton aujourd'hui de railler les prétendus bénéficiaires des Trente Glorieuses, mais c'est ne pas se rendre compte du niveau de vie dans les campagnes françaises dans les années 1950. Ni du confort stupéfiant que pouvaient représenter pour les nouveaux prolétaires français issus de l'exode rural ces barres de HLM modernes (avec salle de bains, WC, eau courante et eau chaude, chauffage central, etc.), des appareils tels qu'un réfrigérateur ou une machine à laver, ou bien encore des supermarchés remplis d'une telle quantité de marchandises.

12 Il faut noter que cette évolution des mentalités concerne également les attitudes devant le décès, qui, au sein des sociétés occidentales, se traduisent par un recul de la présence sociale de la mort et créent (ou renforcent) un véritable tabou. Mort qu'encadrait et théorisait l'Église, offrant ainsi un dérivatif à la peur qu'elle engendre. Sur cette question, voir l'article de Philippe Ariès, de 1967, « La mort inversée. Le changement des attitudes devant la mort dans les sociétés occidentales », reproduit dans *Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Âge à nos jours*, Seuil, 1975, p. 177-210.

13 Sur cette question, voir « Sur le mouvement de libération des femmes des années 1970 », *Incendo*, numéro spécial « Genres et classes », 2012. <https://incendo.noblogs.org/genresetclasses/sur-le-mlf-des-anees-1970/>

télévision ou la vie associative, etc.

Le contrôle moral exercé par l'Église sur la population lui échappe de plus en plus ouvertement. Que faire ? À contre-pied des assouplissements apportés sur la question dans les années 1950, et après bien des tergiversations, Paul VI publie, en juillet 1968, l'encyclique *Humanae vitae*, dans laquelle il rappelle la centralité du mariage et l'interdiction de la contraception. Sans doute s'agit-il pour lui d'affirmer quelques notions de base au milieu de tant de bouleversements et, au surplus, de mettre l'accent sur les questions liées aux mœurs, dans cette période de repli sur la sphère du privé et de l'intime que le catholicisme amorce. Échec. Les plus réformateurs des catholiques sont particulièrement déçus par ce texte, qui par ailleurs ne suffit pas à rassurer les conservateurs.

Le concile Vatican II, peut-être convoqué au pire moment pour l'institution, n'est pas la cause d'une crise qui, d'une manière ou d'une autre, aurait eu lieu ; il n'en est que le déclencheur. Il faut reconnaître ici que, si l'Église a parfois été bien utile pour discipliner une partie des prolétaires et rendre la misère plus acceptable, l'évolution du mode de production capitaliste depuis le XIX<sup>e</sup> siècle a davantage fait pour la déchristianisation du prolétariat de France que l'ensemble des campagnes anticléricales menées durant la même période (aussi appréciables soient-elles). Non qu'il y ait opposition de principe entre capitalisme et croyance religieuse, néanmoins la dynamique même du capitalisme a « *noyé dans les eaux glacées du calcul égoïste les frissons sacrés de la piété exaltée* », a mis à bas tout ce qui jusqu'alors reliait les personnes de manière communautaire ou organique (quoi qu'on en pense par ailleurs), les institutions, les médiations et les hiérarchies, pour laisser place à une série d'individus séparés, mais prétendument libres, libres de toutes attaches (notamment de naissance) et libres de s'associer de manière contractuelle (mariage, salariat, etc.)<sup>14</sup>. Ce qu'il n'a pu mettre à bas, c'est le besoin viscéral de *communauté* qu'entraîne cette séparation.

Un manque qui a souvent pu être comblé par la religion. Pourtant, celle-ci, en France à partir du milieu des années 1960, cesse progressivement « *d'être un "fait de mentalité", collectif et indiscuté, pour devenir un "fait d'opinion", discutable et plus personnel* » (246).

La cause semble alors entendue, on en avait bien fini avec les religions !

Mais nous savons aujourd'hui, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, que c'est loin d'être le cas...

## **Fin de la première partie.**

**Tristan Leoni, septembre 2021**

*Ce texte a été initialement publié sur [ddt21.noblogs.org](http://ddt21.noblogs.org)*

---

<sup>14</sup> Les catholiques trouvent toutefois dans le Nouveau Testament des éléments théoriquement peu compatibles avec le mode de production capitaliste, par exemple la critique de l'enrichissement personnel. Ce n'est pas, comme Max Weber l'a montré, le cas des protestants.